

REVUE DE PRESSE

SUITE AUX ENTRETIENS MEDIA AVEC JEROME FERRIER ET A LA CONVENTION DE L'AFG LE 24 MARS 2016

- Challenges - 07.04.2016

Challenge^S

L'avenir du gaz est moins étincelant

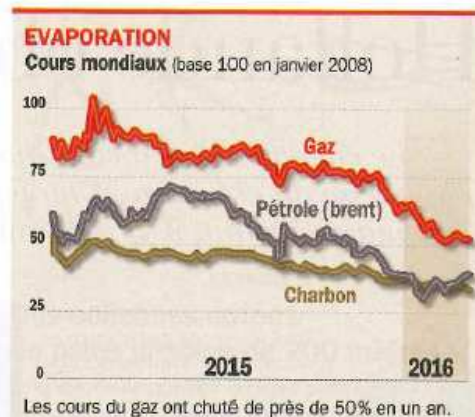
Les cours du pétrole entraînant ceux du gaz dans leur chute, les industriels suspendent des investissements ou ferment des capacités.

« Total fait aussi du gaz, et le gaz c'est bien. » L'an dernier à Paris, Patrick Pouyanné avait lancé un vibrant plaidoyer en faveur de cette énergie fossile qui émet deux fois moins de CO₂ que le charbon et 30% de moins que le pétrole, et qui représente la moitié de la production de Total. Le PDG devrait récidiver le 13 avril à Perth (Australie), lors du Congrès mondial du gaz naturel liquéfié (GNL). Un gaz aujourd'hui en petite forme. Fin mars, le groupe australien Woodside a annoncé la suspension de Browse, un mégaprojet gazier de 26 milliards d'euros auquel participaient Shell, BP et trois industriels chinois et japonais. Dix-huit mois plus tôt, toujours en Australie, Engie avait pris une décision similaire concernant son projet Bonaparte. La raison de ces suspensions ? Dans le sillage du pétrole, les prix du gaz ont fortement diminué. Les projets gaziers ne sont simplement plus rentables. Qui aurait pu l'imaginer ?

Il y a trois ans, le gaz était porté aux nues. Les ingénieurs écologistes de l'association négaWatt en parlaient comme de la « meilleure énergie

pour faire la soudure avec les renouvelables ». Le marché du gaz allait croître de 44% au cours des vingt-cinq prochaines années, annonçait l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Sa part dans le mix énergétique mondial allait passer de 21 à 24% en 2040. Forts de ces belles perspectives, les utilities ont développé de nouvelles centrales. Les pétroliers ont lancé de vastes programmes d'exploration-production, notamment dans le GNL, et créé dans le même temps des terminaux de regazéification, comme celui de Dunkerque, opéré par Total et EDF, qui sera inauguré en mai. « Quarante millions de tonnes de GNL vont s'ajouter à un marché de 250 millions », indique Jérôme Ferrier, président de l'Association française du gaz. Un volume beaucoup trop important par rapport aux besoins actuels.

En Europe, le gaz, coincé entre l'éolien et le photovoltaïque – énergies prioritaires sur le réseau – et le charbon très bon marché, fait face à un effet de ciseau. Ce qui a contraint les industriels à fermer ou mettre sous cocon une cinquantaine de giga-



SOURCES : SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, BLOOMBERG

La taxe carbone, qui mettrait hors jeu le charbon, sera au centre des conversations du congrès du GNL de Perth, en Australie.

watts de capacités gazières. La chute du prix du gaz est certes une bonne chose pour le consommateur (en France, on en est à la septième baisse consécutive).

Reste que la ressource n'est pas encore compétitive par rapport au charbon. « Sauf au Royaume-Uni, qui a institué une taxe carbone de 18 livres (22,50 euros) la tonne de CO₂, précise Thierry Bros, analyste à la Société générale. Résultat, les volumes de gaz outre-Manche ont crû de 60%. » La taxe carbone qui permettrait de mettre hors jeu le charbon est le grand espoir des industriels. Elle a été évoquée l'an dernier à Paris lors de la COP21. Elle sera de nouveau au centre des conversations du congrès du GNL. En 2013, l'AIE avait parlé d'un « âge d'or du gaz ». Les pétroliers veulent toujours y croire.

N. S.